



Les recensions de l'Académie de juin 2026¹

Gouverner la jeunesse : De Gaulle et l'ambition impériale / Karine Sitcharn

Éd. Gallimard, 2025

Cote : 69.927

La couverture de l'ouvrage, publication d'une thèse de doctorat soutenue en 2022, porte la mention « 1954-1974. France-Algérie-Antilles », et effectivement, sans que la liaison soit toujours bien visible, cette mise en parallèle constitue le fond de l'interrogation : à l'acceptation de l'indépendance algérienne par le général De Gaulle en 1962 s'oppose le renforcement des liens avec les Antilles, élément important de l'ensemble des Départements et Territoires d'Outre-Mer. Une documentation importante a été mise à profit pour traiter ce sujet, notamment les fonds Foccart et Debré, ainsi qu'une abondante bibliographie.

La première partie du livre est consacrée à étudier la participation des conscrits antillais à la guerre d'Algérie, en une étude fouillée, complétée par des tableaux statistiques placés en fin d'ouvrage, constitués d'après les registres matricules des appelés. Dans un premier temps, cette participation fut très minime. Par la suite, le gouvernement du général de Gaulle se soucia de l'accroître, car il y voyait un bon moyen d'intégrer ces jeunes et de travailler à leur promotion, ce qui annonçait le SMA (Service militaire adapté). De toute façon, il ne paraît pas que les jeunes Antillais envoyés en Algérie aient posé des problèmes particuliers au commandement. Il semble même que cette expérience ait renforcé leur sentiment d'appartenance à la cité française.

Pourtant, les années 1954-1974, et singulièrement les années 60 furent marquées par une série d'agitations, au cours desquelles la jeunesse se mobilisa au nom de mots d'ordre d'autonomie ou d'indépendance. Faut-il y voir l'écho des mouvements étudiants dans le monde, et notamment celui de mai 1968 en France ? Ou bien l'effet d'influences plus proches, notamment la Révolution cubaine ou encore la contagion des indépendances des Antilles britanniques, par exemple celle de la Jamaïque en 1962 ? Sur ces mouvements politiques, le livre donne nombre de détails, en particulier à propos des stratégies menées pour rapprocher le peuple et les intellectuels, en s'associant aux mouvements des paysans ou des femmes. Il souligne de ce point de vue le trajet de l'écrivaine, militante du MLF et indépendantiste guadeloupéenne Jeanine Manicom (1935-1976).



Les recensions de l' [Académie des sciences d'outre-mer](#) sont mises à disposition selon les termes de la licence [Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposée](#).

Cette recension est basée sur un ouvrage disponible à la [bibliothèque de l'académie des science d'outre-mer](#)



En tout cas, le gouvernement prit au sérieux les menaces de sécession. Le maintien des Antilles dans la République s'insérait en effet pour lui dans un grand projet destiné à faire rayonner la France sur les cinq continents. L'auteur montre que, pour empêcher ce glissement, le gouvernement français avait en main des cartes solides. Tout d'abord, la présence d'agents de renseignement bien implantés dans le pays, le premier d'entre eux étant Jacques Foccart, secrétaire d'État, originaire d'une vieille famille de la Guadeloupe. Puis la capacité de mener une politique de subventions, définie dès le mois de novembre 1961, complétée par un encouragement à l'émigration en métropole et des pressions destinées à ralentir une natalité trop rapide. Il trouvait enfin en face de lui un peuple divisé par le degré d'adhésion aux institutions françaises, mais aussi par les clivages sociaux-ethniques (blancs, mulâtres (*sic*), noirs, indiens).

Le travail de Karine Sitcharn a le mérite de reprendre une période importante de l'histoire des Antilles, qu'elle replace dans un cadre plus large : celui de la reconstitution, par la V^e République, d'un ensemble ultramarin construit sur les débris de l'Empire bâti par les régimes précédents. En dépit des tensions et des oppositions, cet ensemble a survécu près de soixante ans à son fondateur, dans la mesure où une réponse convenable a pu être donnée aux revendications essentielles par une France disposant de ressources suffisantes pour y répondre. Karine Sitcharn, dans sa conclusion, note que l'échec à « *articuler les combats politiques avec la mobilisation sociale* » (p. 358) n'empêche pas que l'inventivité des milieux sociaux, notamment des femmes, n'ait contribué puissamment à inciter le pouvoir français à réagir.

Plus encore, elle voit dans cette expérience antillaise la préfiguration (certes imparfaite) de la manière dont un mouvement populaire capable de s'approprier la culture des élites pourrait se rapprocher de celles-ci pour combattre la montée de l'inégalité sociale et du racisme à l'intérieur même des démocraties occidentales, ce qui fait de son livre, riche en informations et en analyses, un livre militant.

Jacques Frémeaux